

Voir plus clair sur internet

Les sites comparateurs de prix et services devront désormais tout dévoiler sur leur pratique

Un décret du 22 avril 2016 clarifie la position des sites comparateurs sur internet .

Ces sites jouent aujourd'hui un rôle déterminant dans la décision que le consommateur est amené à prendre pour l'achat d'un bien ou la fourniture d'un service. Or, souvent les informations affichées sont incomplètes ou inexactes. C'est le cas notamment pour les conditions tarifaires de services. Désormais les sites comparateurs devront informer clairement les consommateurs sur : - les critères de classement des offres de biens et de services et leurs conditions de référencement sur la plate forme en question c'est à dire les relations contractuelles ou leurs liens financiers avec les professionnels dont ils comparent les biens ou les services. - le nombre de sites ou d'entreprises référencés ainsi que la périodicité et la méthode d'actualisation des offres comparées.

S'agissant des biens et des services comparés, les consommateurs doivent être informés sur leurs caractéristiques essentielles et les tarifs devront comprendre l'ensemble des frais et taxes. Le site sera tenu d'afficher le caractère publicitaire d'une offre référencée à titre payant. Ces dispositions entreront en vigueur dès le 1er juillet 2016.

Une clarification qu'apprécieront les consommateurs